

APRÈS L'ANNULATION DES ÉLECTIONS DU BARREAU D'ALGER

Un audit sur la gestion financière du bâtonnat va être demandé

Des avocats du barreau d'Alger vont demander au Conseil d'Etat la désignation d'un expert auditeur de la gestion financière du bâtonnat d'Alger entre janvier 2008 et janvier 2009 ainsi que la mise sous séquestre de son compte.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des élections pour le renouvellement du conseil de l'Ordre des avocats d'Alger ont été organisées le 24 janvier et le 7 février 2008 par le bâtonnat d'Alger.

Ces élections ont débouché sur la désignation d'un conseil et porté l'avocat M^e Sellini, après deux mandats, à sa tête. Contestant la régularité du déroulement de ces élections, des avocats du barreau de la capitale ont déposé en février 2008 des recours auprès du Conseil d'Etat. Quant au bâtonnier d'Alger, il n'a déposé de requête qu'en mai 2008.

Après avoir délibéré en janvier 2009, le Conseil d'Etat, qui a rendu huit arrêts, a prononcé l'annulation de ces élections au motif d'infractions qui «ont entaché la crédibilité,

la transparence et les résultats de ce scrutin».

En annulant ce scrutin, le Conseil d'Etat a, selon ces avocats dont certains ont animé hier une conférence de presse, donné raison à ceux qui ont dénoncé des violations flagrantes de la loi et de la réglementation. Celles-ci portent notamment sur la non-actualisation du tableau (le corps électoral), l'interdiction d'accès des candidats à la salle réservée aux 1500 avocats stagiaires, la non-utilisation d'isoloirs...

Des infractions mais aussi des pressions tacites exercées par le bâtonnier d'Alger «sorti et non sortant» sur les avocats stagiaires, un «gonflage» du tableau électoral, une «boulangerie électorale»... Voire, le Conseil d'Etat a estimé que le bâtonnier d'Alger, responsable de

l'organisation et du contrôle de ces élections, «n'a pas eu une attitude saine et objective». Ce qui, selon les avocats confrenciers, ôte toute crédibilité au bâtonnier «sorti» d'organiser de nouvelles élections et cantonne son action à la gestion des affaires courantes uniquement.

Ces confrenciers en appellent ainsi à mettre en place une commission électorale indépendante qui soit agréée par tous les avocats et à réunir les conditions adéquates pour de nouvelles élections, dans l'intérêt de la profession (actualisation du corps électoral, transparence, loyauté et «égalité des chances»).

Déterminés à «aller jusqu'au bout», les contestataires estiment que l'actuel bâtonnier ne dispose d'aucun programme comme ils rejettent ses manœuvres et tentatives de «victimisation». De même que ces avocats considèrent que le bâtonnier sorti ne peut maintenant contester l'avant-projet de loi sur l'organisation de la profession après

deux mandats où son absence de positionnement était manifeste.

Voire, ces avocats vont demander au Conseil d'Etat la désignation d'un expert pour procéder à un audit de la gestion financière du bâtonnat d'Alger ainsi que la mise sous séquestre de son compte financier. Il s'agit en fait de déterminer si la gestion des deniers publics de la profession, durant la période janvier 2008- janvier 2009, a été licite ou non et si cette gestion a été ou non dévoyée à des fins personnelles.

Comme il s'agit de lever le voile sur l'«opacité totale» dans la gestion du compte financier du bâtonnat (une dizaine de milliards de centimes). Dans cet ordre d'idées, ils ont évoqué les importantes «récompenses» financières données par le bâtonnier sorti à ses soutiens électoraux.

Egalement, ils ont dénoncé le montant exorbitant indûment exigé à tout stagiaire (50 000 DA) par le bâtonnier d'Alger.

C. B.

APRÈS LA GRÈVE DES LYCÉENS À ALGER

Retour à la normale et calme précaire

Les lycéens des quelques établissements algérois qui avaient initié une grève pour protester contre les programmes des classes de terminale ont repris les cours.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Un calme précaire régnait hier dans les lycées Saïd-Touati et Okba, d'où était partie la contestation. Les porte-parole des lycéens se sont montrés très méfiants à l'égard des propos tenus récemment par le ministre de l'Education. Ils menacent de reprendre la contestation si les mesures énoncées par le ministère de tutelle ne s'avéraient pas efficaces.

Hier encore, les lycéens avouaient n'avoir repris les cours que sous la contrainte des enseignants. Des rencontres entre lycéens sont d'ailleurs prévues pour décider des suites à don-

ner à leur mouvement. Comme l'année dernière à la même période, les lycéens réclament un allègement des programmes.

Dans leur plate-forme de revendications, ils expliquent leur mouvement par «la charge trop importante du programme d'enseignement, l'impossibilité de le finir avant le bac, les changements opérés par le ministère dans les programmes au mois de février, l'avancement trop rapide de quelques enseignants au détriment des élèves, un emploi du temps trop chargé et une répartition illogique des horaires».

Dans la lettre adressée à Benbouzid, ils demandent «la limitation du programme d'enseignement pour le rendre plus raisonnable et permettre aux enseignants de terminer, la levée des pressions sur les enseignants qui vont trop vite pour finir les programmes et l'amélioration des conditions de travail».

Des doléances auxquelles Benbouzid a répondu : «Il y a des enseignants qui font de la politique. Nous avons invité tous les syndicats à nous soumettre leurs problèmes, certains ont répondu à l'invitation, d'autres l'ont refusée. Je suis un ministre qui gère la rationalité et non pas le nihilisme et ce sont ces syndicats qui tentent de déstabiliser l'école.» L'année dernière et à la même époque, le ministre de l'Education, confronté au même problème, avait initié une série de mesures afin de rassurer les lycéens.

Il avait assuré que les sujets que comportera l'examen du baccalauréat seront non seulement conformes aux nouveaux programmes, mais également adaptés aux contenus effectivement prodigués au niveau national. Des assurances qui, visiblement, devront être réitérées afin d'éviter le scénario de l'année dernière.

N. I.

DÉBRAYAGE DES LYCÉENS À CONSTANTINE

En attendant la réaction de la tutelle

Les lycéens de Constantine ont poursuivi, hier, leur mouvement de grève entamée mardi, en signe de protestation contre ce qu'ils qualifient de «surcharge des programmes scolaires».

Néanmoins, ces lycéens, en classes de terminales, qui voulaient faire une marche, ont vite été dispersés après l'intervention des policiers mobilisés pour les contenir. Mais il semble que ces derniers sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur mouvement de protestation, puisqu'ils ont promis de continuer à sécher les cours mal-

gré l'abnégation d'une partie de leurs camarades, lesquels ont rejoint les bancs des lycées dès hier (mercredi).

A leurs yeux, la cadence des cours ne leur permet pas d'achever les programmes à temps, en prévision de l'examen du bac. «Les nouveaux programmes sont tellement chargés que même les pro-

fesseurs n'ont pu les dispenser comme il fallait», dira un lycéen qui va à passer son bac pour la première fois. En fait, ces élèves, qui revendiquent l'allègement des programmes scolaires, mettent en avant l'intervention du ministre de l'Education nationale, portant sur la suppression d'une partie des cours en vue de la préparation à l'examen du baccalauréat. «L'année dernière, le ministre est intervenu pour délimiter les cours à réviser

pour aborder l'examen. Pourquoi n'a-t-il pas maintenu cette décision en vue de l'examen de cette année», s'est interrogé un autre lycéen qui fait partie d'une promotion ayant entamé ses études secondaires dans le cadre des programmes de la réforme. Un calme plat régnait hier devant les lycées du centre-ville de Constantine après l'intervention de la police, alors que certains lycéens ont juré de poursuivre la grève.

L. H.

RELATIONS ALGÉRO-AMÉRICAINES

Visite d'une délégation du Congrès

Une délégation du Congrès américain effectue actuellement une visite en Algérie. Composée d'assistants parlementaires de congressmen démocrates et républicains, cette délégation était, hier, l'invitée du Centre d'études stratégiques du quotidien Echaâb.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les représentants des parlementaires américains ont longuement débattu de la situation de l'Algérie avec Mohamed Berkouk, directeur de ce centre.

Les questions ont concerné essentiellement le volet sécuritaire, notamment la définition du terro-

risme qui est sujette à controverse. «Lors de la libération de la France, l'armée nazie considérait les membres de la résistance comme des terroristes, puis à leur tour les Français ont traité les militants du Front de libération nationale de terroristes. C'est également le cas pour l'Angleterre avec le Sinn Féin en Irlande du Nord. Il est clair qu'on ne peut faire l'amalgame entre des mouvements de libération et des groupes qui ont pour objectif de semer la mort et la terreur. Voilà pourquoi les pays africains ont adopté une convention qui détermine précisément la définition du terroris-

me en ses articles 1 et 3», a souligné Mohamed Berkouk. Rony Hower, qui est intervenue en qualité de présidente de la délégation, a insisté pour sa part sur les bonnes relations entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique. Interrogée sur l'affaire de l'ancien chef de bureau de la CIA à Alger, elle se dira juste «très peinée». «Nous sommes très peinés par cette affaire. Nous espérons que la justice réglera très vite ce dossier.» Notons, enfin, que les membres de cette délégation se rendront aujourd'hui à Tindouf pour s'enquérir de la situation des réfugiés sahraouis.

T. H.

**CÉLÉBRATION
DE LA JOURNÉE
NATIONALE
DU CHAHID**

La police au rendez-vous

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont célébré la Journée nationale du chahid, en organisant des festivités au niveau du siège de la 8^e unité républicaine de Kouba.

Après l'arrivée du chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, accompagné des cadres de la Sûreté nationale, il a été procédé à la levée des couleurs nationales, le dépôt d'une gerbe de fleurs et la lecture de *la fatiha* à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération nationale. S'en est suivie une cérémonie de remise de cadeaux symboliques à l'adresse des d'agents de police, et enfants de chouchada.

Les quatre policiers choisis ont ainsi été honorés par le chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, ainsi que les chefs de Sûreté de daïra respectivement de Hussein-Dey, Sidi M'hamed et Rouiba. Il a ensuite été procédé à la remise des prix aux trois premiers lauréats du championnat d'athlétisme, disputé entre les éléments des 8^e et la 9^e unités républicaines de la Sûreté nationale.

Par la suite, le D^r Mohamed Hichem, professeur d'histoire à l'université d'Alger, a animé une conférence autour du sacrifice des chouchada de la Guerre de libération nationale. «Les chiffres officiels parlent de 1,5 million de chouchada, mais en réalité, l'Algérie a sacrifié 10 millions de martyrs pour recouvrer son indépendance, cela depuis le début de l'invasion de la France en 1832, jusqu'à 1962.»

Le confrencier a aussi expliqué que ces chouchada ont sacrifié leur vie pour que nous puissions vivre libres. Hassiba Ben Bouali était issue d'une famille aisée et s'appêtait à suivre un cursus à la Sorbonne, mais elle a choisi de servir son pays. Mostefa Ben-Boulaïd exploitait des lignes de transport de voyageurs. Il a vendu ses bus pour acheter des armes afin d'aider la guerre de révolution.

Les exemples de ce genre sont nombreux. En somme, le confrencier a voulu expliquer que les générations actuelles doivent s'inspirer des valeurs cultivées par les chouchada, afin de servir leur pays dans la bataille pour la construction et le développement de l'Algérie.

Nabil M.